



Nombre de document(s) : **1**

Date de création : **18 novembre 2014**

Créé par : **FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS**

table des matières

Le G20 veut plus de croissance et plus de transparence fiscale

La Correspondance économique - 17 novembre 2014.....2

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*



La Correspondance économique
Faits et tendances, lundi 17 novembre 2014

Le G20 veut plus de croissance et plus de transparence fiscale

Le G20 veut plus de croissance et plus de transparence fiscale

Le G20 veut plus de croissance et plus de transparence fiscale

Le G20 a affirmé dimanche qu'il pouvait encore accélérer davantage la croissance économique de ses membres, a encouragé les progrès vers plus de transparence fiscale et a soutenu le financement de la lutte contre le changement climatique, selon le communiqué final publié à Brisbane. Après l'Australie cette année et la Turquie l'an prochain, c'est la Chine qui accueillera en 2016 le sommet du G20, Pékin s'étant vu attribuer hier la future présidence du forum des pays les plus puissants du monde.

Le G20 veut obtenir une "croissance forte, durable, équilibrée et qui crée des emplois", et propose un "plan d'action Brisbane" qui passe par des réformes structurelles. Les pays les plus riches du monde, qui représentent 85 % de la richesse mondiale, ont estimé qu'ils pouvaient dégager un surplus de croissance de la valeur de leur PIB de 2,1 % par rapport à sa trajectoire jusqu'en 2018 au prix de mesures favorables à l'investissement, au commerce et à la concurrence. Les mesures promises par les membres du G20 pour doper leur activité économique "accroîtront de plus de 2000 milliards de dollars américains (le PIB mondial), et créeront des millions d'emplois", précise le communiqué publié à

l'issue de deux jours de sommet dans cette ville de l'est de l'Australie.

Les pratiques du rescrit fiscal

Parvenir à cet objectif passe par la création d'une plateforme de soutien aux investissements d'infrastructures afin d'optimiser les grands travaux en fluidifiant les liens entre gouvernements, groupes privés, banques de développement et organisations internationales. Le G20 encourage également les progrès réalisés sous l'égide de l'OCDE contre l'optimisation fiscale des multinationales, citant spécifiquement les pratiques du rescrit fiscal, du type de celles utilisées notamment par le Luxembourg et révélées par le scandale Luxleaks. "Nous saluons les progrès significatifs" de l'initiative de l'OCDE sur ce sujet, et le G20 veut achever ce chantier en "2015, y compris (en parvenant à) la transparence sur les rescrits fiscaux considérés comme des pratiques néfastes". L'aval donné aux mesures proposées par l'OCDE ne faisait aucun doute, mais la mention spécifique du rescrit fiscal a donné lieu à des débats et des revirements, selon plusieurs sources proches des négociations.

La pratique du rescrit fiscal a été projetée sur le devant de la scène publique début novembre après les révélations par les médias du Luxleaks, les accords passés entre le Luxembourg et plusieurs groupes internationaux permettant à ces

derniers de payer in fine moins d'impôt. Ces révélations ont fragilisé le tout récent président de la Commission européenne Jean-Claude JUNCKER, ancien Premier ministre du Grand-duché, soumis depuis à un feu nourri de questions sur sa légitimité aux vues des pratiques fiscales de son pays. M. JUNCKER s'est défendu en affirmant ne pas être l'architecte de la fiscalité luxembourgeoise et en affichant sa volonté de mettre en place un système d'échange automatique d'informations entre pays sur la pratique du rescrit fiscal, rejoignant dans les grandes lignes une des propositions de l'OCDE. "Je voudrais un système d'échange automatique d'information entre nous sur le rescrit fiscal. J'ai mandaté le commissaire en charge de la fiscalité de préparer une directive sur cela au niveau européen et je voudrais que le G20 nous soutienne", a déclaré hier M. JUNCKER devant les dirigeants.

Le G20 a aussi évoqué spécifiquement dans son communiqué les projets d'amélioration sur le problème des niches à brevet, des niches fiscales permettant à certains groupes d'alléger leur imposition dans certains pays sans que cela soit nécessairement justifié par leur activité.

Une "action forte et efficace" sur le changement climatique

Par ailleurs, au terme d'après négociations, les pays du G20 sont parvenus à rédiger un paragraphe sur

le climat dans leur communiqué final. "Nous soutenons une action forte et efficace pour faire face au changement climatique. Nous réaffirmons notre soutien à la mobilisation de moyens financiers pour l'adaptation (des pays victimes des changements climatiques), tel le Fonds vert" des Nations unies, destiné à aider les pays pauvres les plus exposés.

Le président américain Barack OBAMA a promis samedi une contribution de 3 milliards de dollars au Fonds vert de l'ONU pour le climat (FCV). De son côté, le Japon a prévu de contribuer à hauteur de 1,5 milliard de dollars (1,2 milliard d'euros) pour ce même fonds.

Les pays du G20 travailleront "ensemble pour adopter avec succès un protocole, ou pour convenir d'un résultat juridiquement contraignant selon la CCNUCC (convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques) applicable à toutes les parties" à la conférence sur le climat prévue en 2015 à Paris.

Le G20 s'engage à "éradiquer" l'épidémie d'Ebola

En outre, les membres du G20 se sont engagés samedi à "éradiquer" l'épidémie d'Ebola et "à couvrir ses conséquences économiques et humanitaires à moyen terme". L'épidémie a fait plus de 5000 morts en Afrique de l'Ouest et touche désormais un autre pays de la région, le Mali. La France qui abrite une importante communauté malienne a d'ailleurs étendu samedi ses contrôles dans les aéroports parisiens aux passagers en provenance de Bamako.

Cependant, le texte de G20 ne révèle aucun engagement financier tangible,

il annonce uniquement que les pays membres travailleront "via des coopérations bilatérales, régionales et multilatérales, et en collaboration avec des acteurs non gouvernementaux". Le G20 salue l'initiative du FMI de débloquer 300 millions de dollars supplémentaires pour endiguer Ebola et réduire les pressions sur la Guinée, le Liberia et le Sierra Leone, à travers des prêts préférentiels, réductions de dette et subventions". Avant l'ouverture du sommet, le secrétaire général de l'ONU BAN Ki-moon, présent au G20, avait insisté sur "la nécessité d'intensifier la réponse internationale".

Selon le dernier bilan de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) publié vendredi, il y aurait aujourd'hui 14 413 cas recensés de malades dans huit pays, les plus touchés étant la Guinée, le Liberia et le Sierra Leone.

L'Occident et ses alliés maintiennent la pression sur M. Vladimir POUTINE

Après deux journées de discussions marquées par des attaques de plusieurs dirigeants occidentaux fustigeant "l'agression" de la Russie en Ukraine, le maître du Kremlin Vladimir POUTINE a quitté Brisbane, avant même la publication du communiqué final du G20, ce qui constitue une entorse au protocole. Le sommet avait en effet des accents de guerre froide, les dirigeants de pays anglo-saxons accusant Moscou d'être une "menace pour le monde", désireux de restaurer la "gloire perdue du tsarisme ou de l'Union soviétique", et d'"agresser" des pays plus petits qu'elle". Ce départ anticipé du président russe, après l'accueil glacial que lui ont réservé les dirigeants

occidentaux, laisse présager un durcissement des positions de Moscou, estiment des experts.

De son côté, le président François HOLLANDE a souligné hier qu'il prendrait sa décision sur la livraison des navires de guerre Mistral à la Russie, "en dehors de toute pression". "Je prendrai ma décision (...) en fonction de deux critères, les intérêts de la France et l'appréciation que j'ai de la situation", a-t-il déclaré à l'issue du G20. "Il n'y a pas de pression non plus du temps", a-t-il ajouté, assurant que la France était "pour l'instant dans les règles" fixées par le contrat et qu'il ne se posait "donc pas la question aujourd'hui de compensations" qui devraient être versées à Moscou si ces navires n'étaient finalement pas livrés. M. HOLLANDE a répété à plusieurs reprises que le cessez-le-feu devait être "entièrement respecté" en Ukraine, avant que Paris ne procède à la livraison du premier navire, le Vladivostok, initialement prévue en octobre.

Les autres objectifs du G20 de Brisbane

Voici les autres principaux points du communiqué final du G20, particulièrement ramassé puisqu'il ne fait que 3 pages (hors annexes), contre 27 pages lors du précédent sommet à Saint-Petersbourg en 2013.

FINANCE : Le G20 salue les réformes en cours dans le secteur bancaire, notamment celles proposées par le Conseil de stabilité financière (FSB), qui réunit banquiers centraux et experts de la régulation financière, pour imposer des règles de capital plus strictes pour les banques mondiales d'importance systémique.

FISCALITE : Haro sur l'évasion et l'optimisation fiscales (cf. supra), le G20 se réjouit de la généralisation en cours de l'échange automatique de données bancaires entre pays et valide le premier volet du plan élaboré par l'OCDE pour limiter l'optimisation fiscale. Le G20 approuve aussi les

travaux du groupe de travail contre la corruption qui vise à mettre en place une règle de transparence sur la propriété effective des entreprises.

ENERGIE : Le G20 veut une coopération renforcée dans le secteur de l'énergie, dont les modalités seront

définies en 2015, pour garantir des marchés énergétiques plus stables, alors que le prix du pétrole évolue actuellement très bas, à des niveaux inédits depuis 2010. Le G20 veut aussi améliorer le fonctionnement du marché du gaz.

© 2014 La Correspondance économique ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20141117-SGB-QE20141117a018_1 - Date d'émission : 2014-11-17

Ce certificat est émis à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)